

Nombre de membres

27

Nombre de présents

12

Pouvoirs :

8

Nombre d'absents

15

Nombre de votants

20

Quorum

14

**CENTRE de GESTION de la
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
d'EURE-ET-LOIR**

Séance du 27 juin 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le 27 juin 2025 à 14h30, le Conseil d'Administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale d'Eure-et-Loir dûment convoqué le 18 juin 2025 s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bertrand MASSOT.

Etaient présents :

- Martine BOUILLARD, Adjointe au Maire du COUDRAY,
- Marie-Claude BENOIT-MOUSSEAU, Adjointe au Maire de NOGENT-LE-ROTHOU,
- Michel CHARPENTIER, Maire de FONTENAY-SUR-EURE,
- Alain CONTREPOIS, Conseiller municipal de CHARTRES,
- Benoît DELATOUCHE, Maire de BARJOUVILLE,
- Jean-Luc DUCERF, Maire d'AUNEAU-BLEURY-SAINT-SYMPHORIEN,
- Philippe GALIOTTO, Maire de COLTAINVILLE,
- Jacky GAULLIER, Maire de SAINT-GEORGES-SUR-EURE,
- Bertrand MASSOT, Maire de LUISANT,
- Benoît PELLEGRIN, Président de la COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR DE BEAUCE,
- Jean-Louis RAFFIN, Maire de CHATEAUNEUF-EN-THYMERAIS,
- Max VAN DER STICHELE, Maire de VER-LES-CHARTRES,

Pouvoirs :

- François BELHOMME, Maire d'EPERNON, a donné pouvoir à Bertrand MASSOT,
- Hélène DENIEAULT, Maire de CHALLET a donné pouvoir à Philippe GALIOTTO,
- Bernard GOUIN, Vice-Président de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BONNEVALAIS, a donné pouvoir à Michel CHARPENTIER,
- Sylvie HONNEUR-BÛCHER, Conseillère départementale d'Eure-et-Loir, a donné pouvoir à Marie-Claude BENOIT-MOUSSEAU,
- Patrick LAFAYE, Conseiller de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DES FORETS DU PERCHE, a donné pouvoir à Benoît PELLEGRIN,
- Corine LE ROUX, Maire de BOUTIGNY PROUAIS a donné pouvoir à Jean-Luc DUCERF,
- Martine MOKHTAR, Administratrice du CCAS de CHARTRES, a donné pouvoir à Alain CONTREPOIS,
- Damien STEPHO, Maire de VERNUILLET, a donné pouvoir à Jean-Louis RAFFIN,

Absents excusés :

- Marie-Pierre DAVID, Adjointe au Maire de LÈVES,
- Evelyne LEFEBVRE, Conseillère départementale d'Eure-et-Loir,
- Olivier MARCADON, Maire adjoint de LUCÉ,

Absents :

- John BILLARD, Maire du FAVRIL,
- Ghizlan CHOUAYB, Conseillère municipale de CHATEAUDUN,
- Lydie GUERIN, Administratrice de la CAISSE DES ECOLES DE DREUX,
- Caroline VABRE, Adjointe au Maire de DREUX,

- Laurent ARCHENAU, Payeur départemental

Secrétaire de séance :

- Martine BOUILLARD, Adjointe au Maire du COUDRAY,

Assistent également :

- Gabrielle BARRETT-JACQUET, Directrice générale,
- Oriana CAUQUIS, Directrice générale adjointe,

Séance du 27 juin 2025

Objet : Mise à disposition de locaux par le CCAS de Dreux au bénéfice du service de médecine préventive – Approbation et autorisation de signature de la convention

Exposé de Monsieur Bertrand MASSOT, Président,

Depuis le 1^{er} juillet 2023, le CCAS de Dreux met à disposition du service de médecine préventive du CDG28 des locaux situés à la Maison médicale des Bâtes, 8 boulevard de l'Europe à Dreux, constitués :

- D'un cabinet pour le médecin du travail ou l'infirmière,
- D'une salle pour la secrétaire médicale.

Cette mise à disposition, consentie à titre gracieux, est accordée à raison de 4 jours maximum par mois, le mardi, et permet d'organiser des visites médicales pour les collectivités adhérentes du nord du département (y compris la Ville, le CCAS et la Caisse des Ecoles de Dreux).

Le planning des visites médicales doit être transmis à la Maison médicale au minimum 1 mois avant.
De plus, le CDG28 s'engage à fournir chaque année une attestation d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle.

La convention en cours s'achève le 30 juin 2025 ; le CCAS de Dreux propose de la renouveler pour une durée d'un an, dans les conditions fixées dans la convention jointe.

Il est proposé au conseil d'administration :

- ✓ D'approuver les termes de la convention de mise à disposition de locaux par le CCAS de Dreux au bénéfice du service de médecine préventive à compter du 1^{er} juillet 2025, telle que jointe en annexe ;
- ✓ Et d'autoriser le Président à signer ladite convention et prendre toutes les mesures d'exécution de ladite convention.

Vu l'avis des membres du Bureau réunis en date du 12 juin 2025,

Les membres du Conseil d'administration décident, à l'unanimité :

- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition de locaux par le CCAS de Dreux au bénéfice du service de médecine préventive à compter du 1^{er} juillet 2025, consentie à titre gracieux, accordée à raison de 4 jours maximum par mois, telle que jointe en annexe ;
- et d'autoriser le Président à signer ladite convention et prendre toutes les mesures d'exécution de ladite convention.

Le Président,

Bertrand MASSOT



Certifié exécutoire compte tenu
De la transmission en préfecture le :
De la publication le :

– 1 JUIL. 2025

Par délégation,
La Directrice Générale
Gabrielle BARRETT-JACQUET



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

ENTRE :

Le Centre Communal d'Action Sociale de Dreux, 2 rue de Châteaudun, 28100 DREUX, représenté par son Président, Monsieur Pierre-Frédéric BILLET, dûment habilité par délibération n° 196/2020 du 1^{er} septembre 2020,

Ci-après dénommé « **CCAS** »

d'une part,

ET

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et Loir, 9 rue Jean Perrin 28600 LUISANT, représenté par son Président, Bertrand MASSOT, autorisé à signer la présente convention par délibération n° du

Ci-après dénommé « **CDG** »

d'autre part,

Depuis le 1^{er} juillet 2023, la surveillance médicale des agents de la Ville de Dreux, de son CCAS et de sa Caisse des Ecoles sera assurée par le service de médecine préventive du CDG. Afin de proposer des tarifs attractifs à ses adhérents, le CDG a bénéficié d'une mise à disposition de locaux à titre gracieux du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024. Une nouvelle mise à disposition a été octroyée à compter du 1^{er} juillet 2024 jusqu'au 30 juin 2025.

Le CDG a sollicité le CCAS afin de bénéficier une nouvelle fois d'une mise à disposition de locaux à titre gracieux à compter du 1^{er} juillet 2025.

La présente convention a pour objet de formaliser l'utilisation des locaux mis à disposition.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

A la demande du CDG, le CCAS consent à mettre à disposition des cabinets médicaux désignés à l'Article 2 pour l'organisation des visites médicales en médecine préventive réalisées par le Médecin du travail et l'infirmière en santé au travail.

Article 2 : Equipements et installation

Le Centre Communal d'Action Sociale de Dreux met à disposition

- Un cabinet médical pour le Médecin ou l'infirmière
- D'une salle pour la secrétaire médicale

Au sein de la Maison médicale des Bâtes sise 8 boulevard de l'Europe à Dreux.

Le CDG a la jouissance non-exclusive des parties communes. Le CDG fait son affaire de l'occupation non-exclusive des parties communes mises à sa disposition.

Article 3 : Destination des locaux – Accès aux locaux

Les locaux mis à disposition seront utilisés dans le cadre de l'objet de la présente convention (Art. 1).

Il est expressément convenu que tout changement de destination, qui ne serait pas autorisé par le CCAS, entraînerait la résiliation immédiate de la présente convention.

Le CDG n'est pas autorisé à afficher sur la façade du bâtiment ou à l'intérieur des locaux des banderoles, affiches, panneaux signalétiques en dehors des endroits réservés à cet effet et après l'accord préalable et nécessaire du CCAS.

Toutefois, le CCAS par la présente convention donne son accord au CDG pour faire accrocher, à leurs frais, leurs plaques à l'extérieur et à l'intérieur du bâtiment. De même, le CCAS donne son accord pour que le CDG puisse sur internet ou tout autre support de publication dédié et dans le respect de la déontologie, faire état de leur domiciliation.

Les locaux faisant partie d'un bâtiment public, les conditions d'accès du public et des patients sont celles fixées par la personne publique.

Le CDG devra respecter toute réglementation d'usage à l'intérieur du bâtiment imposée par la personne publique notamment dans le cadre du plan Vigipirate ou d'état d'urgence.

Le CDG devra s'assurer, sous sa responsabilité, en cas d'usage en dehors des horaires d'ouverture au public du bâtiment, que leur patientèle est bien sortie des locaux.

Article 4 : Durée

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} juillet 2025.
La mise à disposition est consentie pour une durée d'un an.

Article 5 : Nombre de journées d'occupation

La mise à disposition est consentie à raison 4 jours maximum par mois :

- 2 jours pour le Médecin et la secrétaire médicale
- 2 jours pour l'infirmière

Toute modification du nombre de journées réservées devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

Le planning des visites médicales devra être transmis à la Maison médicale des Bâtes au minimum 1 mois avant.

Les locaux de la Maison médicale étant partagés entre plusieurs professionnels, il convient de définir un jour fixe. Les parties conviennent du mardi.

Article 6 : Contribution forfaitaire

La mise est à disposition des locaux telle que définie dans l'Article 5 est consentie à titre gracieux.

Article 7 : Assurances

Le CDG conserve la charge de sa responsabilité civile professionnelle pour laquelle elle doit s'assurer personnellement à ses frais auprès d'une Compagnie, notoirement solvable, de son choix.
Il devra fournir chaque année et au plus tard le 1^{er} avril son attestation d'assurance au CCAS.

Article 8 : Cession, Sous-location

La présente convention étant conclue intuitu personae et en considération des objectifs décrits ci-dessus, toutes cessions de droits en résultant sont interdites.
De même, le CDG s'interdit de sous-louer, tout ou partie, des locaux objet de la présente convention et plus généralement d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers par quelques modalités juridiques que ce soit.

Article 9 : Obligations générales de l'occupant

La présente mise à disposition est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes, que le CDG s'engage à exécuter et accomplir :

- Exercer des activités compatibles avec la nature des locaux mis à disposition (Art. 19 du Code de Déontologie : la médecine ne doit pas être pratiquée comme un commerce),
- Jouir des lieux et des matériels mis à disposition raisonnablement, suivant la destination qui leur a été donnée à la convention, sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité et à la bonne tenue des locaux,
- Utiliser les locaux dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs,
- Laisser les locaux en bon état de propreté après utilisation,
- Respecter, le cas échéant, les règles qui y sont attachées en matière de sécurité et de sécurité sanitaire,
- S'engager à faire connaître au CCAS, dans les plus brefs délais, toute dégradation ou détérioration dans les lieux et matériels mis à disposition et devoir, sous peine d'être personnellement responsable,
- Avertir le CCAS, sans retard dès qu'il en a connaissance et par écrit, de toute atteinte qui serait portée à leur propriété,
- S'engager à faire connaître au CCAS, dans les plus brefs délais, tout changement dans leur mode d'exercice qui aurait un impact sur l'objet de la convention.

Article 10 : Réparation et travaux dans les locaux mis à disposition

S'agissant des locaux mis à disposition, le CCAS sera tenu d'exécuter les réparations dites locataires à l'intérieur du local à l'effet de conserver les lieux en bon état permanent d'entretien et d'usage, à l'exclusion expresse de celles consécutives à un manquement du CDG à ses propres obligations.

En cas de travaux, le CCAS s'engage à prévenir le CDG 3 mois à l'avance pour des travaux prévisibles. En cas d'urgence d'intervention, le CCAS s'engage à mettre à disposition un local.

Article 11 : Résiliation et préavis

Chacune des parties aura la faculté de mettre fin à la présente convention sous réserve de notifier sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois avant le terme choisi.

Dans le cas où pour une raison quelconque, l'immeuble dont dépendent les lieux visés viendrait à être détruit, partiellement ou entièrement, la présente convention d'occupation serait résiliée purement et simplement, sans indemnité ni charge du Centre Communal d'Action Sociale de Dreux.

La présente convention serait également résiliée par lettre recommandée avec un préavis de 30 jours calendaires en cas de survenance d'un motif d'intérêt général motivant ladite résiliation.

Article 12 - Procédure


Les litiges qui pourraient s'élever entre les parties à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif d'Orléans. Toutefois, les parties s'engagent à trouver préalablement une issue amiable à tout litige résultant de l'application ou de l'interprétation de la présente convention.

Fait à Dreux, le
Pierre-Frédéric BILLET

En 2 exemplaires originaux
Bertrand MASSOT

Président du CCAS

Président du CDG 28

Envoyé en préfecture le 01/07/2025
Reçu en préfecture le 01/07/2025
Publié le 
ID : 028-282800374-20250627-2025_D_37-DE

Accusé de réception en préfecture
028-262800584-20250326-DEI.05-2025-DE
Date de télétransmission : 02/04/2025
Date de réception préfecture : 02/04/2025